

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 14/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)**

25 ET 27 ROUTE DU BASSIN N 6  
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506287

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP) implanté 27 RTE DU BASSIN NUMÉRO 6 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection répondait à l'obligation de suivi annuel du site sur la thématique risques accidentels conformément au plan pluriannuel de contrôle. Elle a eu également pour but de suivre des non-conformités relevées lors de la précédente inspection, et de tester la nouvelle mesure de maîtrise des risques (MMR) consistant en une chaîne de détection d'hydrocarbures dans la cuvette 1A-501.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)
- 27 ROUTE DU BASSIN NUMÉRO 6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506287

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt d'hydrocarbures liquides, alimentés par pipeline et par barges, équipé d'un poste de chargement de camions et d'une unité de récupération des vapeurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Écoulement au PCC sous une vanne du réseau acheminant du B100	Autre du 23/10/2023, article Rapport d'inspection point n°8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Contrôle et maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
13	Tuyauteries - Surveillance du vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Tuyauteries - Supportage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Volume de rétention de la cuvette 1	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
2	Arrêt de la réception après atteinte du NTH	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	/	Sans objet
4	Conformité de la rétention des cuves émulseurs	Autre du 23/10/2023, article Rapport d'inspection point n°6	/	Sans objet
5	Nouvelle MMR dans la cuvette 1A-	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
	501	article Annexe I article 1		
8	Prévention de la pollution du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 44	/	Sans objet
9	Détection de liquide entre la double enveloppe d'un réservoir d'éthanol	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Appontement – dispositif d'évacuation des eaux de la rétention	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Appontement – détection de liquide	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Effets domino – canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ii) du 3 du I de l'annexe III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, toutes les non-conformités relatives aux précédentes inspections ont été levées, la nouvelle chaîne de détection d'hydrocarbures dans la cuvette 1A-501 a été testée et a correctement fonctionné. Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a pas relevé de nouvelles non-conformités mais fait toutefois plusieurs remarques, qui sont détaillées ci-dessous dans le rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement des événements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

**Constats :**

À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les événements recensés les 6 derniers mois sur son outil THEMIS, qui permet le suivi des événements ayant des conséquences humaines ou sur l'environnement ou le matériel, mais aussi des situations à risque. Les événements recensés au premier semestre 2024 sont des déclenchements de sondes de camions indiquant un surremplissage au poste de chargement des véhicules.

Il est également fait mention de l'événement fuite de gasoil suite à un mauvais serrage de boulons sur une bride de la tuyauterie d'entrée de bac 205 dans la cuvette 3, qui a eu lieu le 15/12/2023 et dont le REX avait été transmis à l'inspection par courriel du 18/03/2024.

Cet événement a abouti à un épandage de 10 m<sup>3</sup> de gasoil dans la cuvette 3, dont 8 m<sup>3</sup> qui ont pu être récupérés et 2 m<sup>3</sup> qui sont partis en destruction avec les eaux de nettoyage. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets dangereux correspondant à cet incident, daté du 18/12/2023.

La fuite était localisée sur une section de tuyauterie qui avait été déconnecté pour isoler le réservoir 205 pendant son opération décennale. SOGEPP n'a pas pu réaliser le test en pression hydrostatique dès la fin des travaux. SOGEPP a donc prévu de faire le test en pression pendant la première livraison TRAPIL. L'autorisation d'ouvrir la ligne de livraison de produit a donc été donnée à TRAPIL, qui n'a en revanche pas communiqué à SOGEPP l'horaire précis de l'ouverture de la ligne et donc le début du transfert de produit. La fuite a eu lieu pendant cette première livraison TRAPIL.

**Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1) Lors de la remise en service de tuyauteries après travaux, SOGEPP justifiera la pertinence de réaliser les tests d'étanchéité directement pendant une livraison de produit par TRAPIL. SOGEPP mettra à jour sa procédure de remise en service de tuyauterie pour autoriser avec des prescriptions dédiées ou interdire le test d'étanchéité pendant une livraison TRAPIL. SOGEPP transmettra sa procédure de remise en service de tuyauterie à l'Inspection.

2) SOGEPP évaluera la nécessité de mettre à jour la convention entre TRAPIL et SOGEPP, qui contraindrait TRAPIL à communiquer au dépôt le moment précis où le transfert de produit est lancé, notamment dans une phase post-travaux.

3) L'inspection a constaté sur site que des sections de tuyauterie en attente de raccordement étaient posées directement sans interface sur d'autres tuyauteries dans la cuvette 3. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que ce type d'entreposage temporaire n'est pas de nature produire un endommagement des tuyauteries présentes dans la cuvette 3.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Arrêt de la réception après atteinte du NTH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fermeture de la pompe et de la vanne TRAPIL
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés [...] d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut : - indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ; - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ; - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle de l'entreprise LARCO (intervention du 27/02/23 au 03/03/23) avait relevé une temporisation de 52 secondes entre la détection ou défaut NTH (niveau très haut) et le début de fermeture de la vanne d'entrée de bac.  Dans son dernier rapport d'inspection daté du 23/10/2023, l'inspection des installations classées avait alors demandé à l'exploitant de justifier que cette temporisation de 52 secondes reste conforme avec la prescription mentionnée (arrêt immédiat).  Lors de l'inspection du 07/06/2024, l'exploitant a expliqué que la temporisation est une obligation envers TRAPIL afin d'éviter une onde de surpression (coup de bélier) impactant les vannes TRAPIL. Lorsque le NTH est atteint sur un bac, l'ordre est donné à TRAPIL de fermer sa vanne d'arrivée produit (interface entre TRAPIL et SOGEPP), puis la vanne d'entrée de bac se ferme. L'exploitant a aussi précisé qu'il existe un délai d'environ 5 minutes entre l'atteinte du NTH et un débordement du bac en conditions maximales de remplissage, validant la temporisation de 52 secondes constatée.  L'inspection des installations classées a effectué une simulation de NTH le jour de l'inspection sur le bac 302 qui était alors en livraison de gasoil. Un inspecteur s'est rendu sur le site de TRAPIL et un autre est resté en salle des commandes chez SOGEPP pour constater les fermetures des vannes sur les deux sites. L'inspection des installations classées a constaté un délai de 35 secondes (soit inférieur au 52 secondes relevés par LARCO) entre la détection du NTH et la fermeture des vannes TRAPIL (vannes 358 et 200) ainsi que le début de la fermeture de la vanne d'entrée du bac 302. La fermeture complète de cette vanne d'entrée de bac s'est faite au bout d'1mn 53 s, ce qui reste largement inférieur aux 5 minutes nécessaires pour qu'un débordement de bac se produise après atteinte du NTH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Écoulement au PCC sous une vanne du réseau acheminant du B100**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/10/2023, article Rapport d'inspection point n°8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remplacement de la vanne sujette aux fuites
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant précisera l'origine de ces écoulements et son plan d'action et les échéances associées

pour les résorber.
<b>Constats :</b>  Suite aux traces d'écoulement sous la vanne qui avait déjà été remplacée début 2023, l'exploitant a expliqué que cette vanne serait remplacée par une manchette dont l'installation est prévue le 13/06/2024. En attendant, l'exploitant a expliqué qu'une rétention de secours a été installée sous la vanne pour contenir d'éventuels écoulements. Il est à noter que l'exploitant a précisé que le bras où se trouvait la fuite sera fermé d'ici la fin de l'année ou début 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un document attestant de la bonne installation (avec photographie associée) de la nouvelle manchette dès que le remplacement sera effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Conformité de la rétention des cuves émulseurs

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/10/2023, article Rapport d'inspection point n°6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité de la rétention et évacuation des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmettra un document attestant de la bonne mise en place de l'étanchéité complète de la rétention ainsi que de la vanne d'isolement. Des photographies illustrant la réalisation de ces travaux seront également transmis
<b>Constats :</b>  Dans son courrier du 15/01/2024 en réponse au rapport d'inspection du 23/10/2023, l'exploitant a transmis les photos attestant de la mise en place d'une étanchéité complète de la rétention et d'une vanne d'isolement.  L'inspection a constaté sur site le rétablissement de l'étanchéité de la rétention des cuves d'émulseurs ainsi que l'installation d'une vanne d'isolement, en position normale fermée, afin d'assurer une séparation entre les effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et le réseau de collecte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Nouvelle MMR dans la cuvette 1A-501

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article Annexe I article 1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en place de la nouvelle chaîne de détection d'hydrocarbures (HC)
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SOGEPP devra mettre en place au plus tard fin 2023 une nouvelle chaîne de détection d'HC (Bpro16) dans la cuvette 1A-501 indépendante de la chaîne de détection d'HC déjà en place (Bpro4).
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que la nouvelle chaîne de détection d'hydrocarbures et la nouvelle vanne motorisée associée ont été mises en place dans la cuvette 1A-501. Dans son courrier du 15/01/2024, l'exploitant a expliqué qu'un test de bon fonctionnement avait été effectué le 08/01/2024, lors duquel une panne s'est produite, engendrant la non fermeture automatique de la nouvelle vanne motorisée.  Lors de la visite d'inspection du 07/06/24, un nouveau test a été effectué pour contrôler le fonctionnement de la nouvelle MMR. L'inspection des installations classées a constaté depuis la salle de commandes que la chaîne de détection a bien fonctionné : une alarme s'est déclenchée après une détection liquide et l'atteinte du niveau haut puis très haut de la détection gaz (correspondant respectivement à 20 % et 50 % de la Limite Inférieure d'Explosivité, LIE). La nouvelle vanne motorisée a commencé à se fermer 1mn45 après le déclenchement du scénario, et a fini sa fermeture une minute après. L'inspection a également constaté sur le terrain que la vanne était bien fermée dans la cuvette.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bon fonctionnement du déclenchement DCI au poste de commande
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre
<b>Constats :</b>  Lors de l'accident du 04/10/2022 où un incendie s'était déclaré au poste de chargement camions (PCC), les groupes de pompage à eau ne s'étaient pas enclenchés après la pression du bouton poussoir correspondant au « Feu au PCC » sur le tableau de déclenchement de la défense contre

l'incendie (DCI). Des équipiers SOGEPP avait dû se déplacer physiquement jusqu'aux pompes pour manuellement permettre leur bon fonctionnement.

Dans son courrier du 15/01/2024, l'exploitant a transmis le REX de l'accident, indiquant que la programmation initiale de l'automate attendait obligatoirement l'information des deux fins de course d'ouverture des vannes d'émulseurs ou d'eau pour faire démarrer les pompes. Or, le jour de l'accident, une des deux vannes « Bernard » ne s'est pas ouverte correctement, ce qui a empêché le lancement des pompes.

Lors de la visite d'inspection du 07/06/2024, l'exploitant a expliqué qu'il y a maintenant deux vannes avec deux technologies différentes dans le bâtiment DCI (défense contre l'incendie) dans l'objectif de réduire le risque de défaillance des deux pompes simultanément : une vanne Bernard et une vanne Rotor. De plus, l'enclenchement des pompes n'est plus lié aux fins de course en position ouverte des vannes mais au début d'ouverture des vannes : 30 secondes après le début de l'ouverture, les pompes se mettent automatiquement en route.

Un test de DCI a été réalisé lors de la visite d'inspection du 07/06/2024, il consistait à presser le bouton poussoir correspondant au « Feu de cuvette n°4 sur le tableau de déclenchement de la DCI depuis la salle de commande. L'inspection des installations classées a constaté que les vannes se sont bien ouvertes et que les pompes ont fonctionné correctement (les différents moyens d'extinction étaient bien actifs, couronnes et déversoirs). Pendant le test DCI, l'inspection a remarqué une fuite au niveau d'une bride du réseau incendie, fuite ne remettant toutefois pas en cause la réussite du test selon l'exploitant (débit global non affecté). L'exploitant a créé un bon de travail le jour même dans le but d'effectuer la maintenance de cette bride. L'exploitant a transmis ce bon de travail à l'inspection le 10/07/2024 par courriel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection rappelle à SOGEPP que le bon fonctionnement de sa défense incendie dans les paramètres décrits dans la démonstration de son autonomie doit être garanti en tout temps.

L'exploitant effectuera la maintenance de la bride où la fuite a été localisée et transmettra à l'inspection des installations classées un document attestant de sa remise en état

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Contrôle et maintenance des réservoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle et maintenance des réservoirs

**Prescription contrôlée :**

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a effectué des travaux dans le cadre d'opérations décennales sur le réservoir 12 en prévision de son changement d'affectation de produits (du distillat à l'essence), changement qui a été porté à la connaissance du Préfet en décembre 2023. Les surverses, le toit flottant et les deux puits de niveaux haut et très haut (NH et NTH) du réservoir ont été installés, le clapet d'entrée a été déplacé.</p> <p>D'autres travaux restent à effectuer : le revêtement et la peinture de la vanne d'entrée de bac doivent être finalisés, la peinture du bac est prévue pour cet été, un flotteur relié au toit flottant permettant de visualiser directement le niveau du bac doit être installé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le dossier attestant des travaux effectués sur le réservoir 12 et tiendra l'inspection informée du calendrier et de l'avancée des prochains travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 8 : Prévention de la pollution du milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 44</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution de l'environnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel d'hydrocarbures vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées que la vanne de rejet en darse est en position normale ouverte, et que les eaux d'exploitation passent dans un séparateur, deux décanteurs puis un bassin oléophile, avant le rejet en darse. La vanne se ferme en cas de détection d'hydrocarbures au niveau du dernier décanteur avant le passage dans le bassin oléophile . Elle se ferme également lorsqu'il y a un arrêt d'urgence sur site.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur site que la vanne de rejet en darse était en position ouverte, comme prévu en conditions normales d'exploitation. En cas de fermeture de cette vanne suite un arrêt d'urgence, sa réouverture ne doit pas entraîner de pollution dans la darse. SOGEPP confirme à l'inspection que sa réouverture ne peut être réalisée que manuellement en se déplaçant sur la vanne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Détection de liquide entre la double enveloppe d'un réservoir d'éthanol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection de liquide
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'espace annulaire est équipé d'une détection adaptée à la nature du liquide inflammable stocké, d'une détection feu et de moyens fixes de déversement de mousse.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 16/12/2022, l'inspection des installations classées a vu une alarme enclenchée dans la salle de commande. L'exploitant a alors expliqué qu'il s'agissait de l'alarme pour détection de liquide dans l'espace annulaire d'un réservoir éthanol à double paroi et que cette alarme proviendrait d'un dysfonctionnement du détecteur.  L'exploitant avait ensuite indiqué, lors de la visite d'inspection du 29/09/2023, que des adaptations devaient être conduites sur le réservoir enterré éthanol afin de garantir le bon fonctionnement de la détection.  Le 07/06/2024, l'inspection des installations a constaté la mise en place d'un deuxième vase d'expansion au niveau de la cuve éthanol. L'exploitant a indiqué que suite à cette modification il n'y a plus d'alarme signalée en salle de commande, le détecteur fonctionne désormais normalement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Appontement – dispositif d'évacuation des eaux de la rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Commande de la pompe de relevage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif d'évacuation des eaux constitué d'une pompe de relevage peut être commandé sans avoir à pénétrer dans la rétention.
<b>Constats :</b>  Lors de la dernière inspection du 29/09/2023, l'inspection des installations classées avait constaté que la commande de la pompe de relevage se situait à l'intérieur de la rétention.  Lors de l'inspection du 07/06/2024, l'inspection a constaté sur site que la commande de la pompe de relevage a été déplacée hors de la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Appontement – détection de liquide**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection de liquide en point bas
<b>Prescription contrôlée :</b>  La rétention est dotée en point bas d'un système de détection de liquide adaptée à la nature des produits.
<b>Constats :</b> Lors de la dernière inspection du 29/09/2023, l'inspection des installations classées avait constaté la mise en place d'une détection gaz en rétention, et non d'un système de détection de liquide.  Lors de la visite du 07/06/2024, l'inspection des installations classées a constaté qu'une détection liquide a été mise en place en point bas de la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Effets domino – canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ii) du 3 du I de l'annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prise en compte des canalisations TRAPIL à l'est du site SOGEPP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles [...] que la cause soit externe par exemple par effets domino.
<b>Constats :</b>  Lors de la dernière inspection du 29/09/2023, l'inspection des installations classées avait constaté la présence d'une canalisation de transport de produits dangereux (TRAPIL) située à l'est du site SOGEPP à proximité du bac 502, des cuves émulseurs, des pompes et de la réserve en eau. L'inspection avait alors demandé à SOGEPP d'identifier si cette canalisation de transport avait été prise en compte dans l'EDD comme source potentielle d'effets domino sur ses installations, et le cas échéant les conséquences sur l'EDD et ses conclusions.  Par courriel daté du 10/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les échanges avec TRAPIL concernant les probabilités relatives aux effets dominos liés à la canalisation qui chemine à l'est du site SOGEPP à proximité du bac 502, des cuves émulseurs, des pompes et de la réserve en eau. TRAPIL indique que cette probabilité ne dépasse pas $3,52 \times 10^{-6} \text{ an}^{-1}$ , ce qui ne remet pas en cause les probabilités des autres scénarios déjà étudiés dans la dernière EDD. Ce point devra être tracé dans la prochaine mise à jour de l'EDD du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Tuyauteries – surveillance du vieillissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tuyauteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a identifié des traces de corrosion sur des tuyauteries notamment en cuvette 1B (retour URV).  Sur la base de son organisation de surveillance du vieillissement des installations, l'exploitant se positionnera sur les niveaux de corrosion indiqués ainsi que sur les actions correctives à mettre en œuvre.  L'exploitant transmettra, en plus du programme d'inspection (échancier et contenu) des tuyauteries identifiées, le dernier rapport de contrôle des tuyauteries réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Tuyauteries – supportage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tuyauteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a identifié que les tuyauteries aériennes SOGEPP sont posées directement sur des supports métalliques avec collier de maintien métallique, sans présence d'une interface (téflon par exemple) entre les deux types de métaux pour limiter la corrosion galvanique.</p> <p>L'exploitant se positionnera sur l'acceptabilité de ce mode de support des tuyauteries aériennes acier avec contact entre deux types de métaux différents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 :** Surface de rétention cuvette 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Scénarios
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du Code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>[...]</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cuves enterrées d'éthanol (voir aussi point de contrôle 9) sont positionnées dans la cuvette de rétention 1.</p> <p>L'exploitant confirmera à l'Inspection que le volume de rétention de la cuvette 1 prend bien en compte en soustraction, le volume occupé par les deux cuves enterrées d'éthanol.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois